REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTE — EGALITE — FRATERNITE



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

1er TOUR DE SCRUTIN - 23 JUIN 1968

11me CIRCONSCRIPTION des BOUCHES-DU-RHONE

Candidats d'Union pour la Défense de la République



Marie-Madeleine
FOURCADE
née à Marseille
Agriculteur en Camargue
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45

Remplaçant éventuel
Marcel **MEZY**
né à Guzargues (Hérault)
Commandeur de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Croix de Guerre 14-18 et 39-45

Electrices, Electeurs,

Pourquoi nous retrouvons-nous 15 mois après la campagne législative de 1967, dans une athmosphère chargée d'angoisse ? **Que s'est-il passé ?** Une véritable machine infernale a failli faire sauter la République, jusqu'aux fondements mêmes de notre Société. La Société française vit en crise. La violence, la provocation, le terrorisme ont fait leur apparition. Des comités révolutionnaires menacent le régime, contestent la République, veulent détruire notre civilisation.

Comment ces agitateurs d'inspiration marxiste-léniniste-castriste-maoiste ont-ils pu perturber en si peu de temps notre pays, îlot de paix et de stabilité envié par un monde en désordre ?

A l'ère atomique, toutes les réactions se produisent en chaine, dès lorsqu'on appuie sur le détonateur.

Le détonateur a été la révolte des étudiants. Elle a éclaté à un moment où les fusions et concentrations de sociétés industrielles en vue de la compétition européenne, les incertitudes des ouvriers, employés et cadres sur leur avenir à moyen terme (chômage, salaires souvent déjà hypothéqués pour beaucoup par de trop lourdes échéances d'opérations de crédit) ont entrainé une détérioration du climat social.

Elle a éclaté à un stade où les réformes de structures profondes de l'Université se posaient avec acuité, car elles n'avaient pas marché de pair avec l'évolution économique et sociale de la Nation, du fait d'un système administratif trop centralisé pour l'époque et qu'il n'avait pas encore été possible de renouveler suffisamment.

Elle a éclaté à une période où l'évolution très rapide et le désarroi qu'elle entraine amène les éléments révolutionnaires à se détourner des formations politiques classiques pour se rallier à des groupes trotskystes, maoïstes ou anarchistes d'inspiration étrangère.

Elle a éclaté à l'instant même où Paris devenait la capitale de la Paix en acceuillant les délégués des Etats-Unis et du Viet-Nam.

Les évènements de Mai 1968 ne sont pas le pur produit des circonstances. Le déclenchement des opérations, le déroulement des manifestations, la tactique utilisée démontrent qu'elles ont pour origine un groupe concerté qui pratique la tactique de Mao dans la phase de la "révolution culturelle", lorsqu'il a poussé la jeunesse à porter la **contestation** à l'intérieur des cellules les plus solides de la société : université, écoles, familles, ultérieurement ateliers.

L'avantage de cette technique est de neutraliser l'adversaire par un procédé bien connu : **la provocation qui amène la capitulation ou la répression.**

Le Président de la République et son gouvernement ont fait preuve d'un extraordinaire sang-froid. Ce que certains ont pu prendre pour de la faiblesse était en fait le seul moyen, en ne ripostant à aucune provocation, en maintenant l'ordre à distance, de désamorcer la guerre civile.

Car la guerre civile s'étendait à tous les horizons. Menacés sur leur flanc gauche par les maoïstes, les communistes n'avaient d'autre issue que de se lancer dans l'escalade, qui est passée de la grève de 24 heures à la grève illimitée, de la revendication à la paralysie des forces vives du pays en vue de la prise du pouvoir par des voies insurrectionnelles. Point n'est besoin, de nos jours, de faire tuer des milliers de gens sur des barricades pour accomplir une révolution. Il suffirait de contraidre une nation à mourir de faim faute de travail, à lui supprimer tous moyens d'information et de communications, à la couper du monde extérieur, pour atteindre le résultat escompté.

A l'Assemblée Nationale, où l'opposition n'avait cessé depuis Mars 1967 de freiner l'action gouvernementale par des motions de censure perpétuelles, excluant toute politique constructive, le chorus ne se fit pas attendre avec les forces du désordre. Mittérand se proclamait Président de la République, Mendès-France, Président du Conseil, Waldeck Rochet se frottait les mains en réclamant des ministères-clés. La coalition de la FGDS et des communistes éclatait au grand jour.

Devant cette triple agression, révolte des étudiants, rebellion dans le monde ouvrier, subversion de l'opposition, la République tint bon par le seul jeu de la Démocratie. La Constitution de 1958 et le Référendum de 1965, qui a permis au Président de la République d'être l'élu du peuple souverain, ont donné au gouvernement de la Vme République et à son chef, le moyen d'entreprendre des dialogues (accords de Grenelle) et de prendre des dispositions pour sauver les institutions. **Le Général de Gaulle, le 30 Mai, en tira les conclusions** que vous savez.

Il vous sera beaucoup dit ces jours-ci par mes trois concurrents marxistes, que tout ce qui vient de se produire est de notre faute. "10 ans c'est trop". "De Gaulle va-t-en", sont les slogans qui fleurissent sur nos ponts et nos murs.

"Qu'est-ce que 10 ans dans la vie d'un pays ?" Lorsqu'il s'agit de le ramener de la ruine et de la menace de guerre civile (ce qui était le cas en 1958) à la paix sociale et à l'expansion économique continue (en dépit des aléas de la conjoncture, plan de stabilisation) marquée par les progrès du niveau de vie des Français, l'accroissement de la production industrielle et agricole, le refus de l'inflation et la stabilité de la monnaie. Lorsqu'il s'agit de moderniser le pays dans tous les domaines, grâce à des réformes de structures qui l'ont transformé en lui donnant un style et des moyens d'action adaptés au monde d'aujourd'hui. Lorsqu'il s'agit de passer de la guerre raciale à la Paix et de la dépendance étrangère totale à la construction de l'Europe.

Tout cela nous l'avons fait à un très haut degré, à un tel point que si tout se calme, après la consultation électorale en cours, **c'est à dire si vous,** électeurs et électrices,**envoyez une majorité solide de républicains au Parlement, qui permette au Président de la République de rester à son poste et au gouvernement de gouverner avec l'appui d'une chambre homogène,** la France pourra repartir sur des rails solides et pourra achever le programme de la V[me] République.

Mais pour cela il faudra en outre deux conditions :

Une réforme profonde et totale de l'Université qui devra aller jusqu'à son **indépendance.** La justice est bien indépendante. La connaissance, le contrôle des connaissances doivent l'être aussi. Je vois là la seule possibilité de sortir du dilemme qui nous enferme entre la "révolution culturelle" chinoise, qui débouche sur le néant et "l'idéologie marxiste", qui débouche sur le totalitarisme.

Une autre réforme profonde, amorcée par le Général de Gaulle est celle de la **participation.**

Entre la "Dictature du prolétariat", qui ne profite qu'à ses maîtres et où le peuple devient robot, et le "capitalisme de papa", qui n'existe dailleurs pratiquement plus dans sa forme ancestrale, doit se faire jour une nouvelle espérance. Celle des étudiants qui n'étudieront plus pour chômer, mais pour servir une société qui sera construite par des hommes concernés par l'édifice dont dépendra, pour chacun d'entre eux, une amélioration constante de son bien-être et de sa condition, et non plus d'un simple salaire constamment remis en question par les fluctuations et les vicissitudes de conceptions dont l'usage montre bien qu'elles sont périmées.

Indépendance de l'Université. Participation de l'immense corps des travailleurs. Voici bien le double Idéal qui tirera la France de "l'ennui" où la cloue un excés de matérialisme sans but et une paix sociale faussée par la subversion.

Electeurs, Electrices, en venant à vous en 1962, puis en 1967, je savais bien, hélas ! que dans l'état de léthargie et de délabrement de cette circonscription, vous pourriez peut-être un jour avoir besoin de moi.

Vous me connaissez maintenant, vous savez que je n'ai jamais reculé devant les responsabilités du combat lorsque la France en était l'enjeu.

Peut-être me reprocherez-vous d'être une femme ?

Mais peut-être est-ce bien aussi que ce soit une femme qui dise aux trois adversaires marxistes que j'affronte aujourd'hui (et qui en réalité n'en font qu'un et s'entendent en coulisse) que nous nous sommes battus en 39/45 pour rester libres et que nous entendons le rester. Peut-être est-ce bien qu'une femme de France leur dise que les enfants ne doivent pas servir de boucliers à la subversion, que les foyers doivent retrouver le bonheur et la prospérité par des moyens pacifiques et démocratiques, que la France pour laquelle tant de mères, tant de veuves ont donné leur bien le plus précieux, ne doit pas être livrée à l'encan et à l'aventure. Ce serait un comble. à l'époque où les pays satellites de l'URSS tentent de secouer le joug de la dictature communiste, de voir la France, pays des libertés y sombrer.

Mais vous savez surtout que ce n'est pas seulement une femme que vous élirez, mais le représentant d'une formation élargie qui maintiendra fermement tout ce qui est acquis et qui établira dans le Pays de nouvelles perspectives et des rapports nouveaux, "l'adaptation de la société française aux besoins et aux aspirations du monde moderne".

Tout ce que vous souhaitez ici dépend du succés de cette formation : la création d'emplois et la reconversion de travailleurs ; l'implantation et la reconversion d'usines ; l'heureuse évolution du marché commun agricole ; l'essor du commerce et du tourisme ; la progression des retraites, des pensions et des salaires (je m'engage, en particulier, à faire examiner d'urgence le problème vital de l'aménagement du crédit de consommation pour le futur, et la création d'une période transitoire d'étalement des échéances de crédits déjà consentis pour les travailleurs aux salaires les moins favorisés) ; la solution d'intégration définitive des rapatriés par le moratoire, la juste indemnisation en commençant par les plus nécessiteux et la réhabilitation par l'amnistie ; la modernisation de la Santé ; la création dans chaque commune de groupements d'action sociale.

En votant pour moi massivement au 1[er] tour vous pouvez faire en sorte de renverser la situation dans le Pays d'Arles. N'attendez pas le 2[me] tour si vous voulez gagner. Privat et Porelli se mettront ensemble comme en 1962 et en 1967.

Dans la certitude que vous avez compris la gravité exceptionnelle de l'heure, mon remplaçant éventuel Marcel Mézy, qui est à vos côtés depuis la Libération, et moi-même vous donnons rendez-vous le 23 Juin.

Pour que vive le Pays d'Arles et que vive la France

VOTEZ

Marie-Madeleine FOURCADE

Union pour la Défense de la République

IMP. NOUVELLE · BERTHIER · ARLES